

## **Égalité Femmes/Hommes, la « grande cause du quinquennat »... sans argent ?**

### **Le gouvernement projetterait de réduire son soutien financier aux associations de défense des droits des femmes**

Les associations féministes interviennent chaque année auprès de centaines de milliers de femmes victimes de violences masculines et de discriminations. Elles ont des besoins spécifiques d'accès aux droits, à l'avortement, d'accompagnement à l'emploi, à l'autonomie, au logement, et une prise en charge spécifique en cas de violences (sexuelle, physique, psychologique, administrative...).

Notre efficacité exige un maillage territorial d'associations, renforcé par des structures associatives au niveau national et qui doivent être soutenues grâce à des moyens dédiés et coordonnés par des services spécialisés de l'État.

Nous tentons de répondre aux besoins des femmes sur tout le territoire national avec des moyens limités et sans cesse remis en question.

Le budget alloué spécifiquement aux droits des Femmes est égal à 0,0066 % du budget de l'État. C'est son plus petit budget, alors qu'il constitue quasiment à lui seul la politique de l'État en matière d'égalité Femmes/Hommes et de lutte contre les violences faites aux femmes<sup>1</sup>.

Ce budget sert aussi de levier au financement des actions des associations par d'autres ministères qui seront tout autant impactés par des baisses de dotation et, ce en dépit, du 5<sup>ème</sup> Plan interministériel de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes (2017-2019).

Ne pouvant répondre à toutes les demandes des femmes, les associations réclament toutes, depuis de nombreuses années, une augmentation substantielle de leurs financements ; la seule modification acceptable du budget des droits des femmes est donc une révision à la hausse.

Alors que nous sommes en juillet, certaines associations remplissent depuis le début de l'année leur mission d'intérêt général sans avoir perçu de subvention relevant du ministère des droits des femmes pour l'année en cours, les mettant déjà dans des difficultés financières majeures.

Le gouvernement, réagissant à l'inquiétude des associations relayée par la presse a fait des déclarations contradictoires, ne nous apportant aucune garantie, ni certitude, sur la pérennité de nos financements et donc sur la poursuite de nos actions en faveur des droits des femmes.

Toute coupe budgétaire des associations nationales ou locales nous met toutes en péril tant nos structures travaillent de manière concertée et complémentaire et ne peuvent fonctionner les unes sans les autres. Des restrictions budgétaires ôteraient tout crédit à la politique française de lutte contre les violences faites aux femmes et pour l'égalité entre les femmes et les hommes, dont le candidat Emmanuel Macron s'était fait le promoteur.

Deux mois après l'investiture de ce nouveau gouvernement, où est la grande cause nationale ?

---

<sup>1</sup> Coût des violences faites aux femmes : 38 euros/an /habitant. Le gouvernement investit 0,033 centime d'euro pour lutter contre ces violences.

Les associations signataires restent mobilisées, déterminées et solidaires jusqu'à l'obtention de garanties sur un soutien financier pérenne et un véritable engagement politique du gouvernement.

### Signatures

Association européenne contre les Violences faites aux Femmes au Travail (AVFT)

Fédération GAMS

Voix de Femmes

Le Collectif Féministe Contre le Viol (CFCV)

Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF)

Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF)

Osez Le Féminisme !

La Maison des Femmes de Paris

Les Effrontées

Collectif National pour les Droits des Femmes (CNDF)

Fédération Nationale des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (FNCIDFF)

Femmes Migrantes Debout

Le Mouvement du Nid